

## **Surmonter les obstacles à l'investissement dans l'industrie pétrochimique au Canada : Version provisoire sommaire**

### **Objet du rapport**

Gas Processing Management Inc. (GPMi) a présenté un rapport qui examine le portrait concurrentiel de l'industrie pétrochimique du Canada, par comparaison à des compétences concurrentes des États-Unis. Ce rapport recense et analyse les politiques et programmes qui soutiennent le mieux le développement éventuel de cette industrie au Canada.

Selon la recherche, le gouvernement du Canada dispose d'une variété d'options éventuelles pouvant soutenir la croissance et accroître la compétitivité des industries de pétrochimie et à valeur ajoutée. De plus, les conclusions s'appliquent à d'autres initiatives du secteur de l'énergie et industries à valeur ajoutée, comme le raffinage du pétrole et le gaz naturel liquéfié. Bien que les ressources en pétrole et en gaz naturel du Canada soient très importantes, le pays n'a pas encore réalisé de possibilités d'investissement dans l'industrie pétrochimique en raison du risque accru et de l'incertitude que cela représente pour l'industrie.

### **Climat économique du Canada**

Historiquement, le Canada a effectué des investissements de 10 % en moyenne comparativement aux États-Unis. Les investissements du Canada dans le secteur pétrochimique sont actuellement de 4 milliards de dollars comparativement à 235 milliards de dollars aux États-Unis. Cela représente une perte d'opportunité d'environ 20 milliards de dollars. Pour ce qui est de la production de gaz naturel, le Canada a pris beaucoup de retard, car les États-Unis sont devenus le principal exportateur mondial; ils sont d'ailleurs en train d'effectuer une expansion d'une valeur de 185 milliards de dollars.

Les facteurs économiques traditionnels, tels que la main-d'œuvre qualifiée, l'importante charge d'alimentation et l'aide publique visant le développement responsable de l'industrie, ne suffisent plus pour attirer des investissements, car les compétences concurrentes, notamment les États-Unis, mettent également en œuvre une variété d'incitatifs intéressants. Un certain nombre de projets prometteurs ont été proposés au Canada, mais n'ont pas encore vu le jour.

### **Incitatifs économiques**

Divers incitatifs existent, à l'échelle mondiale, pour attirer de nouveaux investissements dans les compétences. Certains mécanismes comprennent notamment les suivants :

- Financement des infrastructures (p. ex. pour la génération d'énergie, les routes, le traitement des eaux);
- Dépréciation accélérée de certains types de matériel de fabrication;
- Crédits d'impôt à l'investissement;
- Exemptions temporaires et reports du versement des redevances;
- Prêts et subventions;
- Garanties de prêt;
- Prise de participation dans des projets.

## **Surmonter les obstacles à l'investissement dans l'industrie pétrochimique au Canada : Version provisoire sommaire**

Chacun de ces incitatifs, avantages et désavantages dépend du projet précis auquel il est appliqué. Par exemple, la dépréciation accélérée est utile pour encourager l'expansion des installations tandis que les garanties de prêt peuvent être plus efficaces pour les nouveaux développements.

Il est nécessaire de comprendre les différents avantages et désavantages, pour les projets précis, ainsi que le moment et la façon d'appliquer les différents incitatifs. Cela semble vital à la réussite de la mise en œuvre d'un programme incitatif. Les compétences américaines attirent les investisseurs de façon persuasive en entreprenant des négociations directes avec les promoteurs de projet, ce qui donne lieu à des incitatifs personnalisés (p. ex. le fonds Texas Enterprise Fund).

### **Défis liés à l'investissement au Canada**

Le Canada dispose de certains mécanismes importants, comme le Fonds stratégique pour l'innovation. Par contre, il ne dispose généralement pas d'un ensemble d'incitatifs au développement industriel, comparativement à ce qui se fait dans les compétences américaines. Les concurrents américains ont accès à des programmes d'incitatifs personnalisés uniques à chaque projet, qui comprennent la prise en considération des coûts de rétroaction, l'accès aux marchés ainsi que de faibles coûts de construction et de main-d'œuvre. Par conséquent, le portrait d'investissement a grandement penché en faveur des compétences américaines plus souples.

D'autres grands facteurs d'influence sur l'investissement au Canada comprennent les suivants :

- Incertitude et coûts relatifs possiblement plus élevés au Canada en raison des impôts sur les sociétés plus élevés, les prix de l'énergie plus élevés, la longueur des processus réglementaires et les coûts de construction plus élevés;
- Accès au marché restreint par des enjeux associés aux pipelines, aux trains et aux ports;
- Taxes sur le carbone, qui peuvent augmenter les coûts et peuvent entraîner un désavantage concurrentiel sur le marché mondial, pour les industries en activité au Canada. De plus, l'incertitude entourant ces taxes cultive le risque et possiblement des hausses de coûts, particulièrement pour de nombreux projets énergétiques en lien avec l'industrie de la pétrochimie et à valeur ajoutée.

### **Solutions possibles**

Vu l'abondance de ressources, de connaissances et d'infrastructures existantes, certaines des approches possibles selon lesquelles le Canada pourrait continuer de favoriser un environnement d'investissement intéressant, pour son secteur pétrochimique, comprennent les suivantes :

- Créer des programmes incitatifs à long terme, souples et personnalisables pour attirer des investissements industriels. Ces programmes incitatifs pourraient tirer profit d'une combinaison d'instruments, comme des exonérations et des crédits de

## **Surmonter les obstacles à l'investissement dans l'industrie pétrochimique au Canada : Version provisoire sommaire**

- taxes, des déductions pour amortissement accéléré, des garanties de prêt, des fonds d'infrastructure, etc.;
- Maintenir et améliorer la compétitivité industrielle du Canada en matière de taxes et de coûts en travaillant avec les provinces et les territoires;
  - Améliorer l'accès au marché, pour les produits énergétiques et à valeur ajoutée du Canada (p. ex. exportation de gaz naturel liquéfié).

Par une collaboration coordonnée, les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux peuvent développer conjointement des stratégies à long terme afin de créer un climat d'investissement concurrentiel qui entraînera d'importants avantages au moment de chercher à obtenir des investissements en capital majeurs.

La mise en œuvre d'une approche personnalisée, au-delà des mécanismes de financement précis, entraîne un nouveau modèle collaboratif entre le gouvernement et les promoteurs et projet. Cela comprend l'instauration d'un niveau de compétence avancé au sein du gouvernement fédéral pour déterminer quels mécanismes pourraient permettre de réduire les coûts encourus par les industries en activité au Canada, en collaboration avec les provinces.